

# François De Smet : NOUS SOMMES NÉS DU BON CÔTÉ DU JARDIN

Dans un monde fait de déséquilibres, la migration est devenue et restera une question politique majeure. Comment nos gouvernements et nos opinions publiques sont-ils en train de réagir à ce phénomène ? Quel rôle l'Europe veut-elle, peut-elle jouer ? Quelles pistes sont à privilégier pour l'avenir ? Éléments de réponse avec François De Smet, philosophe et directeur du centre *Myria*, nouveau nom du Centre fédéral Migration.



© Equipes Populaires

■ **Contrastes : On constate une polarisation de l'opinion publique autour de cette question de la migration. Selon vous, à quoi est-ce dû et qu'est-ce qui l'alimente ?**

□ **François De Smet :** Je ne sais pas si la peur à laquelle nous assistons est la peur du migrant. Elle en prend la forme, mais en réalité, c'est une peur de la dilution identitaire. Les gens ont peur que ça menace nos valeurs, nos traditions, notre culture. C'est à la fois une peur irrationnelle et rationnelle.

Irrationnelle lorsqu'on voit les chiffres. On est à moins de deux demandeurs d'asile pour 1.000 habitants ; en Europe, bien sûr que c'est absorbable ! Le problème est qu'ils ne sont pas répartis de manière équitable. Certains pays ont une sensation de trop-plein et une peur que ça ne s'arrête jamais. Peut-être que c'est l'impression que dans le passé l'intégration n'a pas été une réussite, qui fait peser une crainte sur les migrants d'aujourd'hui qui pourtant ont de très bonnes raisons de demander l'asile en Europe.

Cette peur est donc irrationnelle d'un point de vue mathématique. Mais elle peut être rationnelle car les grandes migrations finissent toujours par bouleverser les habitudes sur le long terme, et ça s'inscrit dans le sens de l'histoire. Il ne faut pas oublier que nous sommes le fruit d'un métissage permanent, mais c'est l'accélération du mouvement qui provoque la panique. Cependant, l'observation longue de l'histoire nous apprend que même les valeurs et les religions qui sont les nôtres et auxquelles nous tenons sont toutes vouées à changer et à disparaître. C'est dans la nature humaine.

Le fait que ce soit à la fois rationnel et irrationnel, c'est ça qui est compliqué. On peut dire aux Européens "Ne vous en faites pas, le flux ne va pas modifier fondamentalement les choses", mais ils voient que ces populations se concentrent dans les villes parce que c'est là qu'il y a de l'emploi, que certains quartiers changent de physionomie. Ça provoque une réaction injuste vis-à-vis des migrants qui sont jugés par rapport à l'échec de l'intégration des générations →

JE PENSAIS QUE LA QUESTION DE LA PROTECTION INTERNATIONALE ET DE L'ASILE SERAIT RELATIVEMENT SACRALISÉE. OR, ON VOIT QUE CE N'EST PAS LE CAS, PUISQUE TOUS LES FONDAMENTAUX SEMBLANT REMIS EN CAUSE, EN CE COMPRIS SCHENGEN, DUBLIN, VOIRE GENÈVE.

→ précédentes. Or, ils fuient la barbarie ou une religion extrémiste, ou les deux. Leur origine n'a aucune importance : ils sont en danger, point. Ce qui est paradoxal, c'est que ce ne sont pas les citoyens qui sont les plus réticents, ce sont ceux qui en sont les plus éloignés. C'est un phénomène classique.

■ **Quel regard portez-vous sur la politique migratoire de la Belgique ?**

□ Nous avons un ministre (Theo Francken) qui connaît bien la matière, et dont le parti (la N-VA) a une vision très tranchée sur la question. Mais contrairement à ce qu'on croit souvent, la politique migratoire actuelle se situe dans la continuité de ce qu'a fait le gouvernement précédent.

Avant de jeter des pierres dans leur jardin, il faut reconnaître qu'on est face à une crise particulièrement difficile et que n'importe quel gouvernement aurait été surpris de son ampleur, même si on peut lui reprocher son manque d'anticipation avec la fermeture de nombreuses places d'accueil (jusqu'en juillet 2015), alors que les demandes d'asile commençaient à remonter depuis 2014. Mais une fois que la crise est arrivée, il faut reconnaître que la Belgique a fait beaucoup d'efforts pour rouvrir et créer de nouvelles places d'accueil. Au début de la crise, il fallait créer 1.000 places par mois ; il faut les trouver et les aménager. La loi l'imposait, d'accord. Mais ça a été fait.

Autre élément à mettre au crédit de la Belgique, c'est qu'on a une procédure d'asile qui fonctionne. Le CGRA, qui traite les demandes d'asile, est vraiment un organisme indépendant et cela, tout le monde le reconnaît. Le taux de reconnaissance n'est pas influencé par le pouvoir politique. Il fait bien son travail.

Ce qu'on peut évidemment critiquer, c'est une série de comportements, de courriers ou "doublis" qui visent à ne pas être plus accueillants que la loi ne l'impose. On applique une politique de dissuasion, comme d'ailleurs la plupart des pays européens.

Il y a une obsession à éviter les messages de bienvenue trop forts qui pourraient générer un "appel d'air", et il ne faut pas nier que ce phénomène existe. C'est une matière compliquée, ce n'est pas noir ou blanc. Mais quand on additionne les mesures dissuasives, ça devient vraiment dérangeant et ce sont des critiques que nous avons déjà exprimées. Par exemple, les courriers ciblés envoyés aux Afghans ou aux Irakiens visant à les informer de manière volontairement partielle - et selon nous partielle - de la situation en Belgique et de leurs droits. Ou encore une brochure d'information obligatoire qui n'est toujours pas distribuée depuis deux ans. C'est problématique, et nous avons réagi à ce sujet.

C'est problématique car on peut avoir son opinion sur la migration, on peut en débattre et même s'enguirlander sur le regroupement familial ou sur l'accès à la nationalité, mais je pensais que la question de la protection internationale et de l'asile serait relativement sacralisée. Or, on voit que ce n'est pas le cas, puisque tous les fondamentaux semblent remis en cause, en ce compris Schengen, Dublin, voire Genève. La Belgique se situe dans la moyenne européenne et fait même un peu plus en termes de nombre de reconnaissances. Mais elle est touchée par le même syndrome que les autres pays européens, celui de la peur de provoquer un appel d'air. Et là, l'Europe est en train de rater le rendez-vous de l'accueil que sa position géographique et historique pourrait lui donner.

■ **Vous parlez des conventions internationales qui sont de plus en plus bafouées. Laquelle est la plus à l'heure actuelle ? N'est-ce pas révélateur d'un dysfonctionnement plus global des institutions européennes ?**

□ Clairement, c'est le règlement de Dublin qui est le plus remis en question dans les faits. Mais, ce qui se passe avec la Turquie représente également une menace sérieuse pour la convention de Genève.

Avec l'accord de Dublin, on avait créé un espace commun d'asile, qui mutualise l'accueil. On a Schengen d'un côté qui fait une frontière, et Dublin qui crée l'espace. Ça, c'est le principe de base. Mais en temps de crise, dès qu'il y a un gros afflux, ce sont des réflexes de « football-panique » qui reprennent le dessus, avec notamment des contrôles aux frontières internes.

De par sa situation géographique, la Belgique est relativement épargnée, mais on peut comprendre que ça pose des problèmes aux frontières extérieures, même si ça ne justifie en rien



les pratiques de ces pays.

Nous avons des principes qui marchent relativement bien en temps de paix, mais en temps de guerre ou en période troublée comme aujourd'hui, la construction européenne est mise à rude épreuve... Pour moi, c'est à la fois une crise migratoire et une crise de la construction européenne.

Ce sont les difficultés qui révèlent les failles de la construction européenne. La migration en est révélatrice, mais on pourrait faire la même analyse à propos de la crise grecque, de l'Euro, de la dette... Peut-être que l'esprit humain est fait de telle manière qu'il est impossible d'anticiper avant d'être dans les difficultés. De même, cette crise avec la Syrie va un jour se terminer, mais le phénomène migratoire se poursuivra tant que les gens auront de très bonnes raisons de vouloir quitter leur pays à causes des fortes inégalités entre Nord et Sud.

Au-delà de la crise actuelle, ça vaut vraiment la peine que l'Europe se dote d'une politique migratoire vraiment valable et s'attaque aux racines du problème. Car on sait tous que les causes de la migration sont liées à un déséquilibre mondial.

L'idéal serait un monde où chacun peut migrer s'il en a vraiment envie, et pas seulement si c'est un besoin vital. En tant qu'Européens, nous avons des passeports qui nous permettent de voyager et même de nous installer dans n'importe quel pays, mais on ne se rend pas compte à quel point c'est un privilège. Pour la grande majorité des gens sur cette terre, ce n'est pas le cas. Tant que cette inégalité persistera, c'est moralement très discutable de freiner l'immigration comme on tente de le faire, dans un contexte d'inégalités sociales et de guerre. Nous sommes nés du bon côté du jardin. Est-ce un argument suffisant pour le clôturer ? C'est une vraie question qui perdurera, même si on parvient à gérer la crise actuelle.

### ■ Que pensez-vous de l'accord entre l'Europe et la Turquie ? De quoi est-ce le symbole ?

□ C'est le symbole d'un football-panique permanent depuis 6 mois ; ça commence à faire long. Et d'une incapacité à appliquer des accords. Il y a eu un accord en septembre 2015 pour relocaliser 160.000 réfugiés, on en est à quelques centaines de personnes. Ce qui me frappe aussi, c'est qu'on prend des accords en mettant entre parenthèses le libre-arbitre des gens que ça concerne. C'est pour ça que je ne crois pas à cette histoire d'échange entre demandeurs d'asile d'un côté et réfugiés de l'autre. Comment allez-vous convaincre les gens qui sont en Grèce ou en Macédoine de retourner en Turquie ? On fait comment ? On les enferme, on les force, ou on les pousse sur des bateaux ? Je n'arrive pas à comprendre.

Ce troc me paraît extrêmement douteux, à la fois vis-à-vis des droits fondamentaux et du droit d'asile. Je ne vois pas comment ça va se faire et le risque est non négligeable que la Grèce se transforme en un immense Calais, c'est-à-dire en une zone éparpillée où ils vont chercher tous les points de passage possibles, en sachant que les routes migratoires et les trafiquants s'adaptent en permanence.

Mais pour ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain, il faut quand même souligner un aspect intéressant dans cet accord, c'est ce qui se passe dans l'autre sens, c'est-à-dire qu'on a peut-être enfin un début de corridor humanitaire entre les camps de réfugiés en Turquie et l'Europe. Cela signifie que l'Europe ferait en sorte que les réfugiés évitent de devoir payer des passeurs et de risquer leur vie en mer. Ça, c'est bien.

Donc, voir cette Europe qui n'arrive pas à ap- →

« LA BELGIQUE EST TOUCHÉE PAR LE MÊME SYNDROME QUE LES AUTRES PAYS EUROPÉENS, CELUI DE LA PEUR DE PROVOQUER UN APPEL D'AIR. »

## MYRIYA

### ■ Que signifie Myria ?

□ Myria est le nouveau nom du Centre fédéral Migration, qui a été créé en 2003. Ce n'est que depuis 2014 que le gouvernement et le parlement ont décidé de scinder en deux l'ancien centre : un centre interfédéral qui porte sur les discriminations (UNIA), et un centre plus petit, Myria, qui reste fédéral. Ce dernier a exclusivement trois missions : les droits fondamentaux des étrangers, la lutte contre le trafic d'êtres humains et l'analyse des flux migratoires.

Pour marquer le changement, nous avons choisi un nom plus simple, identique dans toutes les langues, qui vient du grec et qui signifie "Grand nombre indéterminé".

### ■ Le cahier des charges de Myria doit être bien rempli dans le contexte actuel. Quelles recommandations avez-vous formulées ?

□ Nos trois missions prennent effectivement un ressort particulier depuis la crise migratoire, qui coïncide avec notre émergence comme organe public autonome, et qui se revendique comme tel.

Nos recommandations au gouvernement sont axées sur les droits fondamentaux des étrangers, et nous faisons des recommandations dans tous les domaines : en matière de regroupement familial, de détention et d'éloignement, de titres de séjour, d'accès à la nationalité...

Chaque année, nous éditons un rapport qui se termine par une série de recommandations<sup>1</sup> que nous faisons au gouvernement mais aussi à d'autres acteurs concernés tels que l'Office des Etrangers, le CGRA, Fedasil, les Régions et Communautés. Pour ces dernières, on pense au parcours d'intégration et à l'équivalence des diplômes. Mais ça peut aussi concerner les communes, les syndicats, le patronat, les acteurs sociaux en général.

<sup>1</sup> Pour les consulter, voir *Myria*, Rapport annuel 2015, p. 159.

« LE GARS QUI EN A MARRE D'EXTRAIRE DES MATÉRIAUX DANGEREUX DANS LES MINES DU CONGO POUR FAIRE FONCTIONNER NOS SMARTPHONES, C'EST UN PEU GONFLÉ DE LUI DIRE "CONTINUE À TE DÉTRUIRE LA SANTÉ ET RESTE DANS TON PAYS". »

→ pliquer un accord sur 160.000 personnes et qui réussirait un accord de cette ampleur-là, avec un pays tiers non-membre et peu respectueux des droits de l'homme, je suis sceptique. Et si c'est un échec, on n'a pas fini d'en parler sauf si la situation en Syrie se stabilise rapidement. Il n'y a aucune raison que les flux migratoires ne reprennent pas au printemps.

■ **Selon vous, y a-t-il un lien entre la manière dont l'Europe gère la crise migratoire et la montée de l'extrême droite ?**

□ L'extrême droite n'a pas attendu la crise migratoire pour être à son niveau actuel. C'est une combinaison de beaucoup de choses, principalement une crise de la représentation démocratique, et des programmes politiques qui ne parviennent pas à relancer la machine économique.

On se rejette vers les extrêmes quand on a l'impression de ne pas trouver sa place. Une société avec du développement économique et de la reconnaissance sociale est moins portée sur les replis, qu'ils soient identitaires, religieux ou xénophobes.

On oublie que la peau blanche a moins de 10.000 ans ! On a une angoisse essentielle à perdre ce qui nous semble fragile et on présente l'autre comme une menace.

Je crois que c'est aussi une Europe qui est invitée à être davantage instrumentalisée par le reste du monde alors qu'elle a instrumentalisé le monde depuis plusieurs siècles en imposant ses frontières, ses langues, ses valeurs, pour le pire mais aussi pour le meilleur.

On n'est pas habitué à ce qu'on vienne nous de-

mander des comptes. Le gars qui en a marre d'extraire des matériaux dangereux dans les mines du Congo pour faire fonctionner nos smartphones, c'est un peu gonflé de lui dire "continue à te détruire la santé et reste là-bas". Il y a de ça dans l'épreuve de force du monde dans lequel on vit aujourd'hui.

■ **Peut-on faire un parallélisme entre certaines mesures prises envers les réfugiés et celles qui ont été prises dans les périodes sombres de notre histoire ? La confiscation de leurs biens, par exemple ?**

□ Quand on confisque les biens au Danemark, c'est choquant bien sûr, mais c'est surtout un message pour les migrants ("Ne venez pas ici") et pour l'opinion publique. Je me méfie des comparaisons avec le nazisme car le but n'est pas de leur enlever toute humanité, voire même les exterminer. Je ne sais pas comment l'histoire retiendra cette période-ci mais je crains que l'Europe soit perçue comme un continent vieux, fatigué, en plein doute. Ce n'est pas parce que le reste du monde n'est pas ouvert que nous ne devons pas l'être. Il n'y a pas de honte à ça, au contraire. Ce devrait être une fierté d'avoir construit un droit d'asile solide, et c'est dans l'épreuve que ça a le plus de sens.

*Propos recueillis par  
Guillaume Lohest et Monique Van Dieren*

**"CE N'EST PAS TANT LE MONDE QUI CHANGE, C'EST LA PERCEPTION QU'ON EN A."**

■ **Pensez-vous qu'on est dans une époque de grosse rupture ou plutôt de continuité ?**

□ Je crois que chaque génération a l'impression de vivre des moments exceptionnels, uniques et graves. Je ne suis pas sûr que le monde soit plus violent qu'avant. Je pense que ce qui change, c'est la perception qu'on en a.

Parce qu'il y a internet et les réseaux sociaux, parce qu'on vit dans l'immédiateté. Si on massacre une vache au bout du monde, on le sait. Je caricature, mais la violence a toujours fait partie de l'histoire et ce qui a changé, c'est qu'il y a une interconnexion, une mondialisation de la conscience ; le monde est aussi chaotique qu'avant, mais on le sait davantage. Et donc c'est plus fragilisant, car ce n'est plus possible de lire les événements de manière simple particulièrement depuis la fin des années 90 et la fin de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest. Beaucoup de repères sont remis en cause et c'est déstabilisant. C'est ça qui est nouveau.

■ **Etes-vous inquiet pour la construction européenne ?**

□ Il faut voir le beau côté des choses. On a eu 70 années de paix, c'est inédit dans notre histoire. Nous qui n'avons jamais connu que ça, on ne se rend pas compte de la chance qu'on a eue. La paix semble un standard permanent.

Le problème de l'Europe, c'est qu'elle doit trouver un autre souffle et qu'on ne peut plus penser que faire du commerce entre nous suffit à maintenir la paix. L'Europe a toujours été construite sur la recette des petits pas, c'est-à-dire mutualiser petit à petit tout ce qui est possible, en pensant que le reste viendra tout seul.

On se rend compte que ce n'est pas si simple. Mais on est tellement interconnecté entre pays européens qu'on imagine mal des conflits entre nous demain. C'est plutôt avec le reste du monde que ça pose problème, car il y a des limites à l'intégration politique de l'Europe. On se dirige sans doute davantage vers des coopérations renforcées entre quelques pays qui veulent aller plus loin sur certains dossiers. Parce que ce n'est pas possible de retourner complètement en arrière, et ce n'est pas possible de faire d'énormes bonds en avant.